LES FORMATIONS ETUDIANTES

Réussite étudiante

Féminisme

Solidarité Internationale

Progrès social & marxisme

Les luttes étudiantes en Côte d'Ivoire, hier et aujourd'hui

union des étudiants communistes

Note technique.

Les luttes étudiantes en Côte d'Ivoire, hier et aujourd'hui

Sommaire

Introduction 3

I / La naissance des organisations étudiantes et leur lutte pour la reconnaissance 4

II / Les revendications et les moyens d'action des organisations étudiantes.....5

III / Les luttes universitaires de 2015.....6

Annexes : bibliographie et liens utiles.....7

Introduction

De janvier à juillet 2015 des mobilisations d'ampleur ont eu lieu dans les universités africaines : au Sénégal, au Bénin, au Madagascar, au Maroc, en Algérie, au Mali les étudiants et les enseignants se sont opposés à la dégradation des universités et aux réformes qui mettent en danger parcours de formation et conditions de travail. Mais le mouvement étudiant qui a su le plus faire face à la répression mise en place par les pouvoirs publics a certainement été celui de Côte d'Ivoire : du mois de mars jusqu'à aujourd'hui les étudiants ivoiriens ont su entamer un mouvement de résistance qui a mis le gouvernement dans l'impasse. Le rapport de force est encore en construction et des nouveaux combats s'annoncent. Pourtant, l'unité du mouvement étudiant est affectée par des divisions qui ont des racines profondes et le gouvernement œuvre pour les empirer.

Le système éducatif ivoirien, fondé sur le modèle hérité de la France coloniale, a institué aux lendemains de l'indépendance une école gratuite et obligatoire pour tous, y compris pour les 149 établissements supérieurs. Mais les organisations estudiantines et scolaires ne sont pas reconnues tout de suite et s'organisent donc en tant que forces de résistance dans la clandestinité. La répression et le sentiment d'injustice sont à l'origine de la radicalisation de plusieurs organisations et de leurs luttes pour l'obtention de nouveaux droits.

L'école ivoirienne connaît des remous récurrents depuis 1990, date de l'avènement du multipartisme et de la démocratie dans le pays. Les crises qui affectent l'enseignement sont liées à la vétusté d'infrastructures et équipements, à l'insuffisance de bâtiments pour accueillir les étudiants de plus en plus nombreux, à l'insuffisance de personnel enseignant, aux problèmes de logements dans les campus universitaires, du fléau de la corruption, du manque de bourses et de liberté d'expression, mais également de la qualité de formation. Le nombre de jeunes sans formation et sans emploi est évalué en 2008 à plus de 4 millions.

Cette note du Groupe International de l'UEC se pose donc l'objectif d'exposer la généalogie et le développement des organisations étudiantes ivoiriennes et d'analyser l'évolution des revendications au fil des années, les querelles et les conflits entre les différentes organisations, et enfin l'élément dominant de la répression dans la vie politique du pays. Des éléments qui sont nécessaires si notre organisation veut être à la hauteur d'analyser l'actuel mouvement étudiant ivoirien et de construire la solidarité internationale.

Andrea Benedetti, secrétaire aux relations internationales
Union des Étudiants Communistes

I / La naissance des organisations étudiantes et leur lutte pour la reconnaissance

De la colonisation à 1990

Les luttes de reconnaissance dans le milieu étudiant datent d'avant l'indépendance et sont portées par diverses organisations d'étudiants et d'élèves. En particulier, l'Union Générale des Étudiants de Côte d'Ivoire (UGECI), affiliée à la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France (FEANF) porte en même temps des revendications pour améliorer les écoles et pour le renversement de l'ordre colonial. Elle sera côtoyée depuis 1960 par l'Union nationale des étudiants de Côte d'Ivoire (UNECI) : dans la première décennie de l'Indépendance, elle est composée essentiellement par des étudiants regroupés dans des syndicats basés en France, qui luttent pour la liberté d'organisation, l'amélioration des conditions de vie et d'étude et contre le régime à parti unique de Félix Houphouët-Boigny.
Le parti au pouvoir, le PDCI, jouera dès le début la carte de la division du mouvement étudiant, en incitant la création de syndicats étudiants soumis à sa domination politique. La tentative échouera bientôt, les syndicats affiliés au régime se révoltant à ce dernier. Le PDCI optera alors pour la dissolution de ces organisations, accusées de « faire office de parti d'opposition sous couvert du syndicalisme ».

De 1990 à nos jours

Avec l'avènement du multipartisme dans les années 1990, de nombreuses organisations étudiantes naissent ou sortent de la clandestinité. C'est dans ce contexte qu'est née la Fédération Estudiantine et Scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) en avril 1990. La FESCI réussit à fédérer toutes les autres organisations pour être à la pointe de la lutte pour l'amélioration des conditions d'études et de vie des étudiants jusqu'en 2000. Afin de fragiliser la FESCI, le président Henri Konan Bédié a encouragé à plusieurs reprises la création d'organisations concurrentes, sans succès.
A partir de 2000, nombre d'étudiants remettent en cause l'hégémonie de la FESCI dans le milieu universitaire, l'accusant d'être devenue le bras séculier du parti au pouvoir, le FPI (Front Populaire Ivoirien). Ceci a entraîné la naissance d'autres organisations telles que l'AGEECI (à hégémonie communiste), le SYEECI, le SYNEESS.

En 2011, avec la chute du président Laurent Gbagbo, il y a eu une prolifération de nouvelles organisations : on compte aujourd'hui 14 organisations étudiantes revendicatives et une centaine d'associations de diverses tendances. Si la lutte pour la reconnaissance de ces organisations semble achevée, la répression et les entraves posées par les gouvernements en limitent les capacités d'action et essayent de fragiliser leur potentiel revendicatif.

II / Les revendications et les moyens d'action des organisations étudiantes

La centralité de l'élément répressif dans le développement des organisations étudiantes

La répression des pouvoirs publics a été un élément fondamental de la vie politique ivoirienne. Les organisations étudiantes ont toujours dû s'y confronter. Que ce soit déclenchée par les autorités coloniales, par le pouvoir houphouétiste ou celui du FPI, et par leurs organisations affiliées, il existe une longue chronologie de violences contre le mouvement étudiant et de dissolutions des organisations.

Deux moments en sont les symboles :

1) En 1970, lorsque les étudiants de l'Université d'Abidjan prennent l'initiative de créer un syndicat indépendant du pouvoir, tous ses responsables sont arrêtés, bastonnés et emprisonnés dans des camps militaires. Voulant mettre fin à ces grèves à répétition, les autorités ivoiriennes établissent un « engagement préalable » que tout étudiant devra signer avant de s'inscrire à la fac, essayant ainsi de stériliser le milieu étudiant et d'en isoler les leaders.

2) En 1991, une manifestation est organisée par les étudiants ivoiriens pour réclamer une commission d'enquête internationale sur la répression dont ont été victimes les résidents de la Cité-U de Yopougon « le Kwazulu ». Suite à la mort d'un manifestant à l'issue de la manifestation, la FESCI est dissoute par le gouvernement et rentre en clandestinité jusqu'en 1997.

Mais la répression et les violences contre les étudiants ne sont pas une prérogative unique des pouvoirs publics. Lorsque la FESCI devient majoritaire dans le milieu étudiant entre 1997 et 2011, elle est accusée à plusieurs reprises « d'avoir pris en otage le monde universitaire » : en devenant le bras armé du parti FPI dans les universités, la FESCI devient de moins en moins tolérante vis à vis des étudiants qui expriment du désaccord face à ses positions. Une escalade de violences provoquées par la FESCI a lieu à la fin des années 1990 : des étudiants sont même interdits de l'aire universitaire, des campus et cités parce qu'ils s'opposent à l'organisation. Pendant la crise de 2002, la FESCI devient membre de l'« alliance patriotique » contre les rebelles du Nord du pays. Ses militants se présentent aux étudiants comme les seuls défenseurs de la République et accusent certains étudiants d'être « assaillants » ou « rebelles » pour les expulser manu militari des campus et cités-U, quand ceux-ci ne sont pas enlevés, battus, torturés ou exécutés. Enfin, pendant les élections présidentielles de 2010, la FESCI a joué un rôle décisif dans la transformation des résidences universitaires en camps de rétention et de torture des opposants au régime FPI.

Les causes défendues et les revendications

Avant l'indépendance, les étudiants luttaient non seulement pour les intérêts matériels de leur milieu, mais également pour que le pays sorte du joug colonial. De 1960 à 1990, les revendications se focalisent principalement sur l'obtention de plus de liberté d'expression et d'organisation, et pour la sortie du régime à parti unique.

A compter des années 1990, les revendications se durcissent suite à une certaine dégradation des conditions de vie et d'études ; les premiers mouvements étudiants à l'échelle nationale ont lieu. « La persistance des coupures intempestives (d'eau et d'électricité) avait créé un malaise parmi les étudiants à la veille des examens. C'est dans cette atmosphère que dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 février 1990, s'est déclenchée la manifestation estudiantine dans les résidences universitaires de Yopougon, et cela suite à une altercation qui a opposé un groupe d'étudiants à un civil qui serait venu visiter une étudiante. » (Fraternité Matin 1990:11). D'autres revendications concernent le pluralisme syndical, l'élargissement de la démocratie scolaire et l'application de l'article 7 de la Constitution (qui reconnaît l'existence de plusieurs partis politiques).
A partir de 2000, les problèmes académiques s'accumulent : taux d'échecs très élevés, des systèmes d'évaluation différents d'un cycle à un autre, etc. Les facultés étaient engorgées, le chaos régnait sur les dates de rentrée et des examens et les infrastructures pour faire face à la massification de l'enseignement supérieur étaient vétustes et insuffisantes. La situation sociale dans les lycées et collèges n'était pas non plus brillante. Les internats supprimés, les bourses au compte goutte exposaient nombre d'élèves à la misère, à la délinquance et à la prostitution.

L'avènement au pouvoir du FPI sonne la fin des revendications de la part de la FESCI, qui se rallie sur les positions du parti. C'est dans ce contexte qu'en 2004 est crée l'AGEECI (Association Générale des Élèves et Étudiants Côte d'Ivoire), avec pour objectifs la défense des intérêts matériels et moraux des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire, la lutte pour la liberté et la démocratie en milieu universitaire, la lutte contre la corruption. Les affrontements entre les militants de la FESCI et de l'AGEECI se multiplient depuis la création de cette dernière, comme cela a été le cas à plusieurs reprises en 2015 lors du mouvement de grève étudiante.

III / Les luttes universitaires de 2015

Pendant l'année universitaire 2014/2015, les luttes d'étudiants et enseignants ivoiriens pour améliorer leurs conditions d'études et de travail ont marqué un bond qualitatif. Les organisations étudiantes et les syndicats des personnels se sont opposés radicalement aux politiques gouvernementales et la répression qui s'est déclenchée a été des plus dures.

Dès le début de 2015, les enseignants ivoiriens ont entamé une grève nationale pour obtenir des améliorations salariales. Au mois de mars, ce sont les étudiants des universités de Côte d'Ivoire qui ont lancé un mot d'ordre de grève de 72 heures pour protester contre la dégradation des conditions de vie et d'étude dans les facultés et les grandes écoles. Les problèmes dénoncés sont liés à l'application du système LMD, à l'absence d'équipements dans les salles spécialisées, au non-respect du droit d'inscription pour les étudiants orientés par l'État dans les grandes écoles, à la cherté des frais d'inscription et surtout au spectre d'une année blanche qui a pesé sur la faculté de médecine.

Le pouvoir pro-impérialiste des houphouétistes, qui a succédé au pouvoir à Laurent Gbagbo, est en effet décidé à conduire le processus de privatisation de l'université jusqu'au bout, en s'inspirant du modèle occidental qui depuis bien longtemps a montré son échec. Le gouvernement n'a donc pas hésité à jouer la

carte de la division du front estudiantin, en alimentant les querelles entre les organisations pour briser le mouvement.

En mai, à l'issue d'une manifestation qui visait à créer les conditions de la reprise des cours dans les universités ivoiriennes, la répression a atteint son apogée avec l'arrestation d'une quinzaine de militants de la FESCI, retournée dans le camp de l'opposition politique. La FESCI avait multiplié en effet les actions pour contraindre le gouvernement à ouvrir un dialogue avec les enseignants en grève. Les arrestations sont intervenues au lendemain de l'emprisonnement d'importants responsables politiques de l'opposition. Des centaines de prisonniers d'opinion croupissent dans les geôles du pouvoir à l'heure actuelle. Les arrestations poursuivent ainsi une dérive dictatoriale de ce pouvoir réactionnaire qui est allé jusqu'à interdire le 1er mai une journée de réflexion dénommée « journée de l'espoir », organisée en l'honneur des chômeurs, par le Congrès national de la jeunesse.

Les arrestations sont intervenues également au moment où la presse ivoirienne a révélé les menaces de militants armés du parti au pouvoir et proférées à l'encontre d'enseignants grévistes et de responsables syndicaux, allant jusqu'à les menacer de les « braiser » !

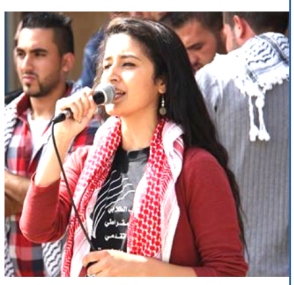
Enfin, en juillet, un nouvel épisode de répression brutale a frappé l'Université de Cocody. L'association étudiante COEECI (une scission de la FESCI) organisait un meeting pour dénoncer le fait que des milliers de candidats au Bac n'avaient pas pu composer, faute de document. L'association réclamait la mise en place d'une session de remplacement pour que ces futurs étudiants aient la possibilité de passer le bac et intégrer l'enseignement supérieur. Mais les forces de police ont fait irruption dans le campus pour interrompre le meeting. Les affrontements qui ont suivi ont provoqué plusieurs blessés parmi les étudiants. Tout meeting étudiant a été interdit et un détachement de la police a été disloqué en permanence dans l'enceinte du campus.

Les étudiants de Côte d'Ivoire se sont préparés à une rentrée offensive : avec les campus militarisés, avec les cités-U délaissées, avec des organisations isolées et criminalisées par les médias dominants, la lutte des étudiants ivoiriens devra savoir résister encore plus fortement aux pouvoirs publics pour gagner de nouveaux droits et mettre fin aux dégradations dans les universités.

Annexes : bibliographie et liens utiles

- Documents du VIIème Congrès du PDCI-RDA, « Jeunes et aînés en Côte d'Ivoire » (1980) : http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/001102.pdf
- Revue Peuples Noirs Peuples Africains, n°41-42 (1984), « Engagement préalable à l'inscription à l'université et dans les Grandes Ecoles » : http://mongobeti.arts.uwa.edu.au/issues/pnpa41_42/pnpa41_08.html
- Yacouba KONATE, Revue Politique africaine, n°89 (2003), « Les enfants de la balle. De la Fesci aux mouvements de patriotes » : http://www.cairn.info/zen.php?ID_ARTICLE=POLAF_089_0049
- M'Bra Kouakou Dieu-Donné KOUADIO, « La question controversée des libertés syndicales en milieu universitaire en Afrique : Le cas du syndicalisme estudiantin en Côte d'Ivoire » (2010) : www.codesria.org/IMG/pdf/Kouadio_Kouakou.pdf
- Blog de la Jeunesse Communiste de Côte d'Ivoire (JCOCI) : http://jeunessecommuniste-de-cote-d-ivoire.over-blog.org/
- Reportage de Les Observateurs France24, « Étudiants d'Abidjan, la colère gronde » (4 mai 2015) : https://www.youtube.com/watch?v=fweGiGvcAVo

les formations étudiantes



www.etudiants-communistes.org